



Jean-René Aymes, Ève-Marie Fell et Jean-Louis Guereña (dir.)

L'enseignement Primaire en Espagne et en Amérique Latine du XVIII^e siècle à nos jours
Politiques éducatives et réalités scolaires

Presses universitaires François-Rabelais

Les problèmes de l'alphabétisation dans l'Espagne du XVIII^e siècle

Joël Saignieux

DOI : 10.4000/books.pufr.5180
Éditeur : Presses universitaires François-Rabelais
Lieu d'édition : Presses universitaires François-Rabelais
Année d'édition : 1986
Date de mise en ligne : 2 juin 2017
Collection : Études hispaniques
ISBN électronique : 9782869064478



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

SAUGNIEUX, Joël. *Les problèmes de l'alphabétisation dans l'Espagne du XVIII^e siècle* In : *L'enseignement Primaire en Espagne et en Amérique Latine du XVIII^e siècle à nos jours : Politiques éducatives et réalités scolaires* [en ligne]. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 1986 (généré le 10 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pufr/5180>>. ISBN : 9782869064478. DOI : 10.4000/books.pufr.5180.

Ce document a été généré automatiquement le 10 mai 2019. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

Les problèmes de l'alphabétisation dans l'Espagne du XVIII^e siècle

Joël Saignieux

NOTE DE L'AUTEUR

La présente étude est extraite d'un livre à paraître en 1986 : *Les mots et les livres. Études d'histoire culturelle espagnole*, Presses Universitaires de Lyon – C.N.R.S.

- 1 L'étude des processus d'alphabétisation pose des problèmes nombreux et complexes. Il est donc difficile de parvenir à des conclusions d'ordre général. Pour la France, si l'on en croit les sondages effectués, des progrès sensibles ont été réalisés au XVIII^e siècle. Vers 1786-1790 ; 37 % des Français signent leur acte de mariage (contre 21 % au début du siècle). L'alphabétisation féminine progresse fortement (27 % contre 14 % précédemment) mais, dans le même temps, celle des hommes passe de 29 % à 47 % : elle progresse moins vite mais reste très supérieure à celle des femmes.
- 2 Mais ces chiffres globaux ne signifient pas grand-chose. Les différences sont en effet très marquées à plusieurs égards. La géographie de l'alphabétisation fait apparaître, selon les cas, des permanences, des reculs ou des progrès incontestables. Ces progrès peuvent tenir à des raisons très variables : besoin croissant de l'alphabétisation de certaines catégories de la population, succès de la politique scolaire de l'Église, etc. Il est clair que les difficultés matérielles, culturelles et mentales rencontrées ne sont pas partout de même nature ni de même force. Elles varient selon le mode d'habitat, le relief, les moyens de communication, le degré d'urbanisation, les ressources économiques, les modes de production, les particularismes linguistiques, culturels ou religieux. « La multiplicité des causalités qui tantôt s'additionnent et tantôt se contrarient rend ainsi malaisée la détermination de leurs poids respectifs »¹. Les taux d'alphabétisation doivent être mis en rapport avec le sexe, l'âge, le lieu de résidence, la catégorie socio-professionnelle des individus, car les conditions concrètes d'existence expliquent souvent les particularismes culturels. En un mot, il faut tenir compte à la fois du milieu géographique, social et

culturel, si l'on veut bien décrire cette « marche heurtée » qui conduit les hommes vers plus d'instruction.

- 3 De façon générale, on ne retrouve guère trace, dans l'histoire de l'alphabétisation, des grands événements politiques. On ne constate aucune relation intime entre situation de l'école élémentaire et régime politique. La Révolution Française n'a introduit aucune rupture dans le lent processus évolutif étudié. En Espagne, de même, les Lumières n'ont guère modifié la situation héritée du siècle précédent. C'est la société elle-même qui, à partir du XVI^e siècle, a ressenti comme doublement nécessaire l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Elle l'a voulu, organisé et financé parce qu'il constituait à la fois un impératif de salut et une condition d'ascension sociale. Plus tard, la mise en place d'une société élitiste et urbaine a, pour des raisons strictement économiques, tenté de freiner les progrès de l'alphabétisation. L'école n'a fait que suivre le mouvement des mentalités. C'est le besoin social qui a prévalu.
- 4 L'époque moderne, qui commence sous ce rapport avec l'imprimerie et la Réforme, est une société où l'alphabétisation a vocation universelle. Mais l'alphabétisation sélective est enracinée, dès l'origine, dans la division du travail et la hiérarchie sociale. Dans l'évolution de l'alphabétisation le poids de la stratification sociale reste en effet déterminant. La seule variable qui apparaisse constamment en corrélation avec la capacité à signer est celle de la qualification socio-professionnelle.
- 5 Ajoutons que, faites pour donner à tous les hommes un même moyen de communiquer avec Dieu et entre eux, la lecture et l'écriture vont d'abord renforcer les clivages de la société, ceux qui séparent les riches des pauvres, les instruits des illettrés, les villes des campagnes, les hommes des femmes. En cessant d'être le monopole des clercs, la lecture et l'écriture sont devenues très tôt des instruments d'utilité sociale et des figures du prestige : « à ces deux titres elles ont épousé tout naturellement la géographie du droit social, qui n'est elle-même que la distribution spatiale des inégalités »².
- 6 N'oublions pas, de surcroît, que le mot d'alphabétisation recouvre deux réalités distinctes : la lecture et l'écriture. On sait que l'Église a favorisé, pour les filles surtout, une sorte d'alphabétisation partielle, limitée à la lecture. Non qu'elle ait été à l'époque la championne d'une doctrine de l'infériorité intellectuelle des femmes : elle multiplie au contraire les recommandations concernant l'instruction des filles. Mais il est clair que si la lecture appartient à la religion et à la morale, l'écriture est l'apprentissage de l'utile et que la distinction lecture/écriture recoupe celle des vocations traditionnellement attachées aux hommes et aux femmes : le foyer/le métier. La division des aptitudes renvoie à celle des tâches. Les femmes lisent parce que la lecture est liée à la dévotion tandis que l'écriture sert à faire les comptes : elle est liée au métier. La vie a donc progressivement spécialisé hommes et femmes dans l'un ou l'autre des apprentissages de l'école.
- 7 L'Église eût probablement pu se satisfaire d'une capacité minimale de lecture par les fidèles. Mais l'économie de marché, appuyée par l'administration de l'État, généralise l'écrit comme un impératif de la modernisation. Toute l'histoire de l'école et de l'alphabétisation au XVIII^e siècle est celle de ce conflit entre exigences religieuses et mercantiles, spirituelles et matérielles qui s'achève par une laïcisation de l'école conçue comme un lieu où l'on apprend à lire, écrire et compter plus que comme un lieu où l'on reçoit la doctrine de l'Église. L'immense révolution introduite par la Réforme et reprise par la contre-Réforme avait été que l'alphabétisation est à vocation universelle. Mais parce qu'elle allait à rencontre de l'intérêt des classes dominantes, cette conception se

heurte à mille obstacles et résistances. L'accès à la lecture ne posa guère problème car la lecture est passive, « elle ne change pas le rapport de l'individu à la culture, elle le confirme. En termes moraux, elle est innocente. Elle se borne à la réception, le plus souvent collective et publique, du message divin. Elle n'implique ni autonomie individuelle ni exercice obligatoire d'une liberté intellectuelle minimale, ni commencement de rupture intérieure avec les contraintes de la communauté »³. Écrire est par contre la vraie libération, la vraie modernité. Car la culture écrite est secrète et personnelle. « C'est ce grand silence à l'intérieur duquel l'individu s'aménage une sphère privée et libre ».

- 8 Plusieurs études ont déjà été conduites sur les progrès de l'alphabétisation en France. Elles utilisent toutes la célèbre enquête réalisée par Maggiolo entre 1877 et 1879 et qui nous offre cinq sondages chronologiques rétrospectifs (1686-1690 ; 1786-1790 ; 1816-1820 ; 1866, 1872-1876) opérés dans les actes de mariages et notant la capacité des futurs époux (hommes et femmes) à signer. Le problème posé est celui de la validité du « test de la signature ». De quel niveau d'alphabétisation réel est-il représentatif ? L'exemple des enfants montre bien que l'aptitude à signer précède largement la capacité à écrire et même à lire couramment : elle ne constitue qu'un stade élémentaire de l'alphabétisation. Comme le note F. Furet, « Le choix de ce critère, auquel nous contrainst l'état des sources avant le XIX^e siècle, tendrait de ce fait à surestimer le niveau d'instruction des populations de l'ancienne Europe »⁴. Il mêle les quasi-analphabètes aux individus vraiment alphabétisés. De plus, le problème se complique du fait qu'avant le milieu du XIX^e siècle, je l'ai dit, les enseignements de la lecture et de l'écriture n'étaient pas simultanés ni même forcément donnés dans la même école. On apprenait d'abord à lire puis, éventuellement, à écrire. C'est ce qui conduit certains chercheurs à penser que la capacité à signer est un indicateur d'alphabétisation intermédiaire entre la maîtrise de la lecture et celle de l'écriture, incluant moins de gens que ceux qui sont capables d'écrire mais plus que ceux qui savent lire. Paradoxalement, la signature serait ainsi un bon indicateur, non de l'écriture, mais de la lecture courante.
- 9 Mais venons-en à l'Espagne. Cijolla, analysant la situation vers le milieu du XIX^e siècle, classait les pays d'Europe en trois grands groupes :
- A. (analphabétisme inférieur à 30 %) : Prusse, Suède, Norvège, Suisse, Ecosse.
 - B. (autour de 45 %) : France, Belgique, Empire autrichien.
 - C. (plus de 75 %) : Grèce, Pologne, Italie, Espagne, etc.⁵.
- 10 Il est vrai que le prosélytisme protestant a toujours insisté sur la lecture (personnelle ou familiale) de la Bible, alors que les catholiques ont mis l'accent sur la prédication, la confession, les rites, la liturgie et les sacrements, et que malgré ses efforts réels en faveur de l'alphabétisation, le clergé catholique est toujours resté très méfiant à l'égard des livres et très dirigiste en matière de lecture.
- 11 Bien entendu, ces liens entre catholicisme et faible alphabétisation n'ont rien de systématique. Il en va de même pour les rapports entre alphabétisation, urbanisation et industrialisation. Des études récentes ont montré que la Suède et l'Allemagne, pays moins industrialisés et moins urbanisés que l'Angleterre, ont des taux d'alphabétisation supérieurs. L'industrialisation, dans ses débuts du moins (fin du XVIII^e et début du XIX^e siècle), a même constitué un facteur défavorable au développement de l'alphabétisation dans la mesure où elle ne supposait pas le recours à une main-d'œuvre qualifiée⁶.

- 12 S'agissant des sources utilisées, les historiens de l'Espagne ont recours, comme les autres, à des documents d'origine fiscale, notariale, judiciaire, paroissiale ou autres. Notons cependant, avant d'entrer dans le détail, quelques traits propres à l'historiographie espagnole. D'abord on ne possède, pour l'Espagne, aucun document comparable à la célèbre enquête de Maggiolo. D'autre part, les actes de mariage ne sont d'aucun secours puisqu'en Espagne ni les mariés ni leurs témoins ne signaient ces documents. Ce sont donc, par priorité, les testaments, les inventaires après décès, les contrats de vente, les déclarations de pauvreté et d'autres documents fiscaux ou notariaux qui servent de base aux analyses entreprises. On a aussi recours à des sources spécifiques comme les archives de l'Inquisition. Par contre, les recensements ne peuvent être d'aucune aide pour ce qui concerne le XVIII^e siècle puisque le premier qui fournisse, en Espagne, des renseignements sur l'alphabétisation est celui de 1860.
- 13 Ceci posé, voyons à quels résultats partiels les spécialistes sont parvenus. Pierre Chaunu, victime comme bien d'autres historiens français d'un préjugé anti-espagnol, avait formulé l'hypothèse d'une alphabétisation tardive de l'Espagne. L'historien américain Richard Kagan avait, quant à lui, soutenu la thèse opposée⁷. Pour lui, dès la fin du XVI^e siècle, l'Espagne était, en matière d'alphabétisation, en avance sur la France et sur l'Angleterre. B. Bennassar, dans un article récent, a plaidé dans le même sens⁸. Il est probable, selon lui, que les classes dominantes et moyennes des villes de Castille et d'Andalousie avaient, à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e un niveau d'alphabétisation comparable à celui des populations urbaines de France et d'Angleterre. Quant aux progrès réalisés dans la seconde partie du XVIII^e, ils sont « incontestables », même si le pourcentage de ceux qui savent signer augmente avec le revenu, avec la taille de l'agglomération et avec l'importance de la vie de relations. L'hypothèse de Bennassar est donc qu'à l'époque moderne l'Espagne urbaine a atteint un niveau d'alphabétisation comparable à celui de la France et de l'Angleterre. « Cependant, l'analphabétisme féminin est demeuré plus compact en Espagne que dans les pays du Nord-Ouest de l'Europe, et il est probable, pour ne pas dire certain, que les campagnes sont demeurées ici comme ailleurs sensiblement moins alphabétisées que les villes, surtout lorsqu'il s'agissait de très petits villages »⁹. Plusieurs arguments militent en faveur de cette hypothèse par ailleurs sans surprise : la volonté précoce de l'autorité politique et religieuse (Cisneros) d'apprendre au peuple à lire et écrire afin de mieux être instruit de la religion ; le rôle essentiel des études dans un pays largement gouverné et administré par les *letrados* et qui, comme l'a montré encore Kagan, a joué un rôle moteur dans la révolution de l'éducation du XVI^e siècle ; l'importance du revenu ecclésiastique qui offrait les moyens financiers nécessaires à la création d'écoles. Le recul de l'Espagne, sa décadence si l'on veut, sera le fait de la seconde moitié du XIX^e siècle. Peut-être faut-il voir là une conséquence de la désamortisation de Mendizabal (1836-1837) complétée par celle de Madoz (1855). Celles-ci « ont démantelé l'appareil d'enseignement élémentaire mis en place par les municipalités ou (plus rarement) par l'Église, privée de revenus considérables sans que lui soit procuré aucun substitut, provoquant ainsi l'analphabétisme massif des générations suivantes. Paradoxalement, les réformes d'inspiration libérale, anticléricale et « progressiste » auraient ainsi précipité le peuple dans l'ignorance et favorisé une condition misérable »¹⁰.
- 14 Les analyses de détail confirment-elles ces impressions d'ensemble ? Les chiffres concernant la deuxième partie du XVII^e siècle¹¹ font apparaître, en ville au moins, un indubitable fléchissement culturel, parallèle d'ailleurs aux malheurs économiques du temps. Comme si la culture, dans une société, suivait le destin de la conjoncture

d'ensemble. A Madrid, en 1650, on trouvait 43,38 % de testateurs capables de signer. Ce chiffre passe à 37,77 % dans la deuxième moitié du siècle. Le recul est de 7 % et marque un évident approfondissement de l'inculture qui ne peut s'expliquer qu'en relation avec la situation économique. Les tarifs des maîtres d'écriture et de lecture en vigueur à Madrid au XVII^e siècle étaient élevés : 2 réaux par mois pour apprendre à écrire, 4 pour l'écriture et la lecture, 6 si l'on ajoutait le calcul. Une nourrice, à la même époque, gagnait 18 réaux par mois. Si elle avait eu le désir de s'instruire, le tiers de son salaire aurait donc été nécessaire. Le prix de la culture est donc hors de portée des salaires populaires. Celle-ci reste le privilège des milieux de l'aristocratie, de l'artisanat et du commerce. N'oublions pas non plus que deux tiers environ des hommes étaient alors sans emploi. Cette masse énorme de pauvres était irrémédiablement rejetée de l'éducation. Les chiffres donnés par Bennassar pour Tolède à la même époque (45,4 % de non signants, contre 62,22 % à Madrid) sont plus optimistes. Mais cela tient à la différence des sources utilisées. On peut donc partager la conclusion nuancée de Claude Larquié : « Qu'il y ait recul ou arrêt provisoire, Madrid n'est pas encore, avec ses quasi 38 % de « lettrés », dans une situation infamante. Mais elle ne fait plus aussi belle figure qu'en 1650.

- 15 La répartition par sexes est comparable, à Madrid, à celle qu'on trouve ailleurs en France ou en Espagne : les femmes n'ont toujours pas été atteintes par les bienfaits culturels. Le tableau suivant fait bien apparaître cette stagnation :

	1650		1700	
	H	F	H	F
Signants	67,86	32,13	68,47	31,52
Non Signants	32,14	67,87	31,53	68,48

- 16 A Reims, vers 1668-1689, 64 % des hommes signent. Les chiffres sont comparables.
- 17 A l'intérieur des différentes catégories socio-professionnelles la part des signants et des non signants s'établit, à Madrid, comme suit :

	1650		1651-1700	
	S.	N. S.	S.	N. S.
Noblesse, Administration	84,78	15,21	71,15	28,84
Église	97,67	2,32	100	-
Artisanat	58,16	41,83	40,62	59,37
Commerce et service	66,32	33,67	82,14	17,85

- 18 Le recul des artisans et la progression des commerçants pourrait bien s'expliquer, aussi, par les effets de la crise économique. Les gens de service (libraires, notaires, médecins,

musiciens) avaient, eux, besoin de savoir lire et écrire : la culture était pour eux une obligation, pas une promotion.

19 Deux conclusions au moins s'imposent pour le XVII^e siècle :

1. L'écriture est présente dans les emplois où elle est indispensable et dans les métiers les plus en vue. L'artisanat et le commerce sont le champ clos du combat contre l'analphabétisme.
2. Entre 1650 et 1700 on constate, à Madrid, une stagnation, voire une décélération. Mais ce dérapage ne remet profondément en question ni l'inégalité des sexes face à l'écriture, ni les rapports étroits entre niveau de ressource et niveau de culture.

20 Pour le XVIII^e siècle, voici d'abord les chiffres, très optimistes, donnés par B. Bennassar, à partir de l'étude des documents judiciaires de Tolède¹². L'évolution générale entre 1650 et 1817 est la suivante :

	1651-1700 (119 cas)	1701-1750 (145 cas)	1751-1817 (233 cas)
A	52,11	64,4	74,7
B	0,8	0,7	0,4
C	1,7	0,7	1,3
D	45,4	34,2	23,6

21 Les calculs réalisés donnent l'impression d'une progression régulière et continue de l'alphabétisation. Mais l'échantillonnage étudié est très restreint et les sources utilisées sont sujettes à caution.

22 La répartition entre hommes et femmes n'est pas fondamentalement différente selon les périodes. Mais l'alphabétisation des femmes semble « décoller » dans la deuxième partie du siècle.

	1651-1700		1701-1750		1751-1817	
	H	F	H	F	H	F
A	69,7	0	84,9	0	91,2	14
B	1,1	0	0,9	0	0	2
C	2,2	0	0,9	0	1,1	2
D	27	100	13,3	100	7,7	82

23 La répartition entre villes et campagnes, pour les années 1751-1817, est la suivante :

	Villes	Campagnes

	H	F	H	F
A	94,8	21,4	87,2	11,5
B	0	0	0	3
C	1,1	0	1,2	3
D	4,4	78,6	11,6	82,5

- 24 Ces chiffres doivent être mis en parallèle avec ceux de l'enquête menée sous la direction de J. Soubeyroux¹³. Celle-ci repose sur 941 cas : 45 actes notariés divers (*cartas de venta*, hypothèques), 240 contrats de mariage ou inventaires après décès, 656 testaments. L'époque étudiée va de 1750 à 1805. On a beaucoup critiqué le témoignage fourni par les testaments. Ne testent en effet que les gens qui ont un minimum de biens et comme les niveaux de culture vont le plus souvent de pair avec les niveaux de fortune le témoignage fourni par les testaments donne une idée fautive (par excès) des taux d'alphabétisation réels. Mais cela est beaucoup plus vrai encore pour les enquêtes qui utilisent les archives judiciaires puisque les délits religieux passent presque nécessairement par la lecture des livres. Autre inconvénient, les testaments rédigés à l'article de la mort ne donnent pas toujours une idée précise de la capacité à écrire et à signer du testataire. Beaucoup se terminent par des expressions comme « no firma por no poder », « no firma por la gravedad de su enfermedad », qui faussent encore les statistiques. J. Soubeyroux les range dans une catégorie à part (D' = ne peut pas signer).
- 25 Même si les documents notariaux favorisent la ville, les hommes et les riches, ils permettent d'aboutir à des conclusions intéressantes, assez différentes de celles de B. Bennassar. Cette différence ne s'explique pas seulement par la nature des documents utilisés : nous sommes ici dans la région de Ciudad Real, zone fortement rurale. De plus, 49,10 % des documents utilisés concernent des femmes (contre 16 % dans la région de Tolède).
- 26 Les chiffres, comparés, sont ceux-ci :

	Tolède (Bennassar)	Ciudad Real (Soubeyroux)
	1751-1817	1750-1805
A	74,7	10,7
D	23,6	69,3

- 27 Répartis par sexes :

	Tolède		Ciudad Real	
	H	F	H	F

A	91,2	14	19,4	1,70
D	7,7	82	51,46	88,10

- 28 La situation des deux régions ne saurait donc être comparée. Mais à Ciudad Real comme à Tolède on note une augmentation de A et un recul de D dans la deuxième moitié du siècle.

	Tolède				Ciudad Real			
	1701-1750		1751-1817		1750-1759		1796-1805	
	H	F	H	F	H	F	H	F
A	84,9	0	91,2	14	14,34	9,6	26,19	3,57
B	0,9	0	0	2	14,78	2,04	12,50	1,79
C	0,9	0	1,10	2	7,35	5,35	4,30	7,74
D	13,3	100	7,7	82	53,60	91,80	48,30	81,55

- 29 En 1751, le niveau général d'analphabétisme atteint environ 80 % à Ciudad Real, soit deux fois plus qu'à Tolède. En 1800 il reste de 70 %. Mais une amélioration de l'ordre de 10 % s'est produite au profit de A et B, qui touche aussi bien les hommes (+ 8,3 %) que les femmes (+ 7,7 %).
- 30 Dans ce contexte d'une alphabétisation à 30 % on comprend la rareté des livres dans les inventaires après décès et, par voie de conséquence, la faible portée des nouveaux courants d'idées dans cette capitale provinciale. Le développement de la scolarisation élémentaire va toucher d'abord Madrid, puis les grandes villes, assez peu les capitales de provinces lointaines ou les villages.
- 31 Une autre étude, portant sur la Galice, confirme le fait¹⁴. Elle a recours à des documents de type notarial, municipal, paroissial, et fiscal dans lesquels toutes les couches de la société sont représentées. On évite donc ici l'inconvénient signalé plus haut de documents qui ne reflètent guère que la situation d'un ou de plusieurs groupes sociaux.
- 32 Les sources les moins sujettes à caution sont sans doute les sources fiscales. On conserve aux archives de Simancas des centaines de liasses contenant les listes nominatives des personnes soumises aux *donativos* réclamés par le Trésor royal.
- 33 Le *donativo* est un impôt volontaire conçu en 1590 par Philippe II devant être payé en principe par tout le monde, y compris par les privilégiés. Les fonctionnaires devaient interroger chaque chef de famille (*vecino*) et le faire signer sur un registre en face de la somme payée. Document exceptionnel donc pour connaître l'état de l'alphabétisation, au moins chez les chefs de famille. Les taux varient de 0 à 35 %. Ils augmentent avec le revenu, ils sont plus élevés à la ville qu'à la campagne, dans les villages situés sur des axes de communication que dans les villages isolés.
- 34 Gelabert a étudié les documents relatifs au *donativo* de 1635. Ils concernent 5.353 personnes, dont 3.128 qui appartiennent au monde rural, 1.241 qui habitent dans des

villes de 100 à 500 habitants et les 984 chefs de familles de la capitale, Santiago. La population rurale contrôlée est alphabétisée à 7,8 %. La moitié des paroisses offre un taux d'alphabétisation inférieur à 6 %, tandis que 6,3 % des paroisses dépassent le taux de 24 % d'alphabétisés. Dans les cinq petites villes, le pourcentage moyen est de 19,7 %, soit 2,5 fois supérieur à celui de la campagne (Bayonne 30,5 %, Vigo 30,1 %, Pueblo del Dean 18,4 %, Caldas de Reyes 14,1 %, Noya 5,5 %). Pour Santiago, la moyenne est de 28 % sans compter le clergé et de 52,5 % en l'incluant.

- 35 Ces chiffres montrent assez que de la ville à la campagne les taux se multiplient par 6 ou 7. La campagne galicienne de 1635, avec ses 7,8 % n'est guère en dessous de celle de Ciudad Real au XVIII^e siècle (10,7). Le Santiago de 1635 avec ses 52,5 % est proche du Tolède de la même époque (43,7 %). C'est donc la ville et le sexe qui déterminent presque tout. Mais le lien demeure entre niveau de culture et niveau de richesse, que ce soit en ville ou à la campagne. Si l'on compare, pour la Galice de 1635, les « tranches fiscales » et le pourcentage de signants parmi les contribuables correspondants, on obtient le tableau que voici :

Montant de l'impôt (en réaux)	Signants (en %)
0	0
1	5
2	7,3
3	7,7
4	20
6	22,6
8	16,7
18	50

- 36 Si l'on divise les contribuables en deux groupes, on voit que les moins imposés (70,6 % du total) sont alphabétisés à 5,25 % et les plus imposés (19,4 % du total) à 76,67 %. Pour ce qui est des femmes, le pourcentage est de 3,4 % d'après les sources fiscales et de 0,75 % (2 sur 267) si l'on se sert des testaments. On est loin des chiffres de Bennassar. Cela tient, outre ce qui a déjà été dit, à cette polarisation Nord-Sud qui privilégie le Sud. Mais il serait étonnant qu'il faille attendre la fin du XVII^e siècle pour arriver en France à un taux de 50 % et que la Castille du début du siècle ait déjà dépassé ce chiffre.
- 37 En Galice, en tout cas, la progression restera modérée jusque vers le milieu du XVIII^e siècle et n'intéressera que les hommes. Les chiffres de la Galice sont peut-être les plus bas de l'Espagne de l'époque. Mais, ici comme ailleurs, l'instruction dépend de la richesse, du sexe et du degré d'urbanisation.
- 38 Malgré tout son intérêt, le *donativo* n'est pourtant pas un document entièrement fiable. D'abord le clergé n'y figure pas puisqu'il n'était pas assujéti à cet impôt. Comme la

plupart des clercs savaient lire et écrire, cette absence a pour résultat de sous-estimer les pourcentages d'alphabétisation. En Vieille Castille, d'autre part, la gravité de la crise économique a conduit à dispenser les plus pauvres, donc vraisemblablement les moins instruits, ce qui fausse les statistiques en sens opposé. Ailleurs (Basse-Andalousie) on s'aperçoit que nombre de contribuables parmi les plus importants n'ont pas signé : ils ont chargé le fonctionnaire qui tient le registre de signer pour eux ou ont confié cette mission à un ami. Là encore, il y a donc sous-estimation du niveau d'écriture. B. Bennassar en conclut avec raison que si le *donativo* est un bon indicateur de l'échelle des richesses, « il n'est qu'un indicateur fort suspect dans le domaine culturel »¹⁵.

- 39 On le voit, toutes les sources – judiciaires, fiscales, notariales ou autres – présentent des inconvénients. Comment pourrait-on dès lors aboutir à des conclusions certaines ? Notre savoir est ici balbutiant. C'est pourquoi nous attendons tant d'un colloque comme celui-ci.

NOTES

1. *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, t. II, Paris, Lagat, 1981, p. 463.
2. Furet et Ozouf, *Lire et écrire. L'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry*, Paris, Ed. de Minuit, 1977, t. I, p. 199.
3. *Ibid.*, p. 356.
4. *Op. cit.*, p. 715.
5. *Literacy and development in the west*, Penguin, 1969.
6. Voir le remarquable article de A. Viñao Frago, *Del analfabetismo a La alfabetización*, in *Historia de la educación* (Salamanca) n° 3, 1984, pp. 151-189.
7. *Universidad y sociedad en la España moderna*, Madrid, Tecnos, 1981.
8. Les résistances mentales, in *Aux origines du retard économique de l'Espagne, XVI^e-XIX^e siècles*, Paris, C.N.R. S., 1983, pp. 117-131.
9. *Op. cit.*, p. 124.
10. *Ibid.*, p. 126.
11. Cl. Larquié, L'alphabétisation des madrilènes dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle : stagnation ou évolution ? in *Instruction, lecture, écriture en Espagne (XVI^e-XIX^e siècles)*, Colloque de Toulouse, 1982 (à paraître).
12. N. C. Rodriguez et B. Bennassar, signatures et niveau culturel des témoins et accusés dans les procès d'Inquisition du ressort du Tribunal de Tolède (1525-1817) et de Cordoue (1595-1632), in *Caravelle*, n° 31, 1978, pp. 17-46.
13. Enquête sur les niveaux de fortune et les niveaux de culture dans l'Espagne du XVIII^e siècle, in *Imprévue* (Montpellier), 1982, n° 1, pp. 249-264.
14. Niveles de alfabetización en Galicia, 1635-1900, in *Instruction, lecture, écriture*, *op. cit.*
15. Les résistances mentales, *op. cit.*, p. 123.

AUTEUR

JOËL SAUGNIEUX

Université de Lyon II